

Suisse : Si vous voulez une salle, invitez Ramadan, mais surtout pas RL !



Impossible de louer une salle pour une conférence de Pierre Cassen. On ne fait pas place à «l'extrême droite». Histoire d'une quête et de quelques contradictions de notre chère République.

Apparemment anodine, cette péripétie nous permet de tirer une morale: la critique de l'islam radical est possible, la critique radicale de l'islam ne l'est pas. A Genève, la censure se double de lâcheté. L'histoire date, mais nous attendons l'épilogue. La quête démarre en septembre 2016. Fabienne, de l'Association suisse [vigilance islam](#) (ASVI) , tente de louer une salle destinée à accueillir Pierre Cassen, fondateur de [Riposte laïque](#) (RL), et un invité-mystère qui lui apportera la contradiction. Le débat est prévu pour le 3



novembre.

V

Vaine recherche. Les employés n'ont pas dit non. Ils ont même souvent dit oui. C'est au moment où ils apprenaient le nom de l'invité et de son média que le projet tombait à l'eau: «*Oh désolée, j'avais oublié, il y a des travaux ce jour-là*», «*Je me suis trompée, quelqu'un avait demandé avant vous et a confirmé*», etc. Mais le pompon revient à l'université, Uni Mail. Une fois le formulaire rempli (autour du 19 septembre), deux appels de l'ASVI suivent. «*Vous pressez pas ma bonne dame, répond l'employée, on a tout le temps, réponse à la fin de la semaine.*» A la troisième semaine, au troisième rappel, la réponse tombe : manque de bol, voilà que la salle a été réservée avant nous. Fabienne s'accroche : quelle autre avez-vous de libre? Rebelote : réponse d'ici la fin de la semaine. Elle n'est jamais venue. Quelques autres contacts ont abouti au même résultat. Au dernier moment, alors que nous avons décidé d'organiser le débat chez l'un d'entre nous, miracle : un audacieux loueur (que nous ne livrerons pas à la vindicte officielle) a accepté. Il était trop tard pour annoncer le débat, nous avons donc invité des compagnons de route, par contact personnel. Nous étions une cinquantaine.

Au vu de cette lâcheté doublée du manque de la plus élémentaire civilité, nous avons écrit le 7 novembre dernier au recteur Yves Flückiger, pour lui demander des explications. Nous attendons toujours sa réponse malgré – récemment – une relance téléphonique. Réponse de l'assistante du recteur: «*Je vais contrôler et vous tiens au courant.*» Nous attendons...

Lâcheté et manque de civilité semblent faire partie de la culture universitaire.

Majid Oukacha invité-surprise



Notre deuxième invité aux positions semblables, mais aux solutions différentes sur le thème «Comment lutter contre l'islamisation?» était [Majid Oukacha](#), auteur de «Il était une foi l'islam». C'est un ex-musulman qui consacre sa vie à lutter contre l'islam et l'islamisation de la France. Il rencontre un franc succès sur les réseaux sociaux et [You Tube](#), et est lui aussi boycotté par les médias mainstream... à une exception près en Suisse : l'AGEFI qui lui a consacré [une longue interview](#). Il est très menacé et ne pouvait prendre le risque d'être annoncé publiquement.

Le débat a eu lieu, il s'est fort bien passé. Les vidéos sont disponible [ici](#) et [ici](#).

Pour en revenir à Uni-Mail, louer une salle à des islamistes ne pose pas de problème. L'Union des organisations musulmanes de Genève (UOMG), présidée par Hani Ramadan, a invité en 2014 le Français Nabil Ennasri dans le cadre d'une semaine contre le racisme (!). Longtemps faire-valoir du Qatar en France, il célèbre dans une conférence le [Conseil européen des fatwas et de la recherche](#), organisme de Frères musulmans présidé par le fanatique Youssef Al-Qaradawi. Ennasri a étudié dans un institut tenu par les Frères musulmans, il qualifie la confrérie de «mouvement populaire, légaliste et démocratique». Il cultive le communautarisme et le délire victimaire contre la France.

A l'université de Genève, il a chauffé les troupes musulmanes exhortant son public à utiliser tous les moyens juridiques

possibles pour défendre l'identité et le mode de vie islamiques. La manifestation était soutenue par la Confédération, le Canton et le Délégué à l'intégration.

L'aimable canton cède aussi chaque année à l'UOMG de Hani Ramadan et à son Frère Tariq, grand admirateur lui aussi de Al-Qaradawi, une salle d'école pour la célébration annuelle de l'union.

Rappelons l'étonnant paysage islamique genevois. La grande majorité des disciples du prophète sont représentés par un imam parmi les plus radicaux du pays, Hani Ramadan. Ce Frère est par ailleurs aux manettes d'un des deux principaux centres islamiques. Le second, la grande mosquée ou Fondation culturelle, est gérée par les Saoud. L'ex (depuis peu) secrétaire général de la Ligue islamique mondiale Al-Türki est depuis des lustres président de son Conseil de fondation. Les imams de ce lieu aiment inviter des prédicateurs d'Arabie saoudite, représentants vivants du «vrai islam». Les péripéties témoignant de son radicalisme font régulièrement les gros titres.

Les autorités genevoises, habitués à côtoyer ces chers radicaux, auraient trouvé inélégant de tolérer les propos d'un -et même de deux- de leurs pires ennemis.

Cela dit, *Riposte laïque* défend aujourd'hui des mesures extrêmes :



Yves Flückiger

remigration des adeptes de la charia, interdiction des vêtements islamiques et de la viande halal, dissolution des organisations musulmanes et fermeture des mosquées. Il n'est pas interdit de trouver ces positions excessives. Majid Oukacha en préconise d'autres.

On peut faire mille reproches dans le débat démocratique à *Riposte laïque* et à son fondateur. Encore faut-il qu'il y ait débat. En France, RL compte parmi les nombreux lanceurs d'alerte que le monde politico-médiatique censure depuis des années. Les commissaires politiques empêchent par là une voix suivie par des milliers de Français (près d'un million de visiteurs par mois pour RL) de s'exprimer, et s'exonèrent ainsi de toute argumentation. Mais la censure ne suffit pas, le pouvoir et ses affidés, dont nombre de juges, tentent de faire disparaître le média par asphyxie financière : quatre plaintes de Bernard Cazeneuve et quatre de Anne Hidalgo, au total près de 40 procédures, y compris celles qui visent [Résistance républicaine](#) que préside Christine Tasin. Il faut abattre les messagers pour cesser d'être confronté au message.

Cette réalité paraît extraordinaire lorsqu'on lit l'enquête de Joaquim Véliocas sur «Les mosquées radicales, ce qu'on y dit, ce qu'on y lit», présenté dans mon [précédent post](#) . En France, un nombre sidérant d'imams et de conférenciers musulmans propagent dans les mosquées et réseaux sociaux des discours de discrimination, de haine et de meurtre sans jamais se retrouver devant les tribunaux.

Les conséquences de cette complaisance sont affolantes : émeutes, prières de rue, musulmans obsédés par leurs rites et leurs signes identitaires, meurtres de masse, faits divers sauvages, territoires entiers aux mains des communautés, folle immigration. Et cela en bonne partie grâce à la cécité volontaire du pouvoir politico-médiatique. Pierre Cassen le rappelle : «*C'est dans les mosquées payées par la France que la*

lutte contre notre pays et l'Occident s'organise.»

Mireille Vallette

<http://boulevarddelislamisme.blog.tdg.ch/archive/2017/01/22/pas-de-salles-pour-la-critique-radicale-de-l-islam-a-geneve-281572.html#more>